



Martinique La 1ère : bienvenue dans une chaîne de seconde zone ?

Monsieur le directeur de l'information du pôle outremer, monsieur le directeur de l'information du pôle outremer adjoint, nous vous accueillons avec plaisir à la station de Martinique La 1ère et avec une question : **êtes-vous nos adversaires ou nos alliés ?**

Votre mission est-elle de préparer la destruction de Martinique La 1ère ou de nous aider à mieux la développer ?

En 2024, un **audit explosif, et vite mis sous le tapis**, du cabinet Secafi a chiffré ce que tout le monde présentait :

les stations d'outre-mer sont traitées comme des chaînes de seconde zone.

Des chiffres implacables

Une **station régionale de France 3 a droit, en moyenne, à un budget de production 2,8 fois supérieur à celui d'une station Outre-mer.**

Les "indigènes de la République" - qui représentent 43 % des stations - n'ont pourtant droit qu'à 21 % du budget global.

Pour ce qui est des ETP (équivalents temps pleins), la situation révélée par l'audit Secafi est tout aussi discriminatoire.

2 638 ETP pour les 12 directions du Réseau France 3

1 241 ETP pour les 9 antennes du Réseau Outre-mer

Calculatrice en main, une antenne régionale de France 3 affiche donc en moyenne 62,5 % d'effectifs de plus qu'une station Outre-mer.

Une sous dotation ignorante du rôle pivot de nos stations

Qui peut nier que les stations d'Outre Mer ont une double vocation, régionales certes, mais presque "nationales" également, étant souvent seules à pouvoir assurer leurs missions sur leurs territoires ? Alors que notre concurrence privée est de plus en plus fragilisée, personne d'autre que nous, service public, ne viendra animer des débats de société propres à la Martinique.

Personne ne viendra conserver la mémoire d'un pays Martinique toujours changeant. Personne ne viendra rapporter la réalité d'une zone Caraïbe au cœur de la tourmente. Personne d'autre que nous... Nous... les salariés de Martinique La 1ère.

Nous ne souhaitons pas que l'on retire leurs moyens à nos collègues de l'hexagone, qui subissent eux aussi des coups de rabots, bien au contraire.

Nous exigeons simplement d'être MIS À NIVEAU.

Cet audit, vous le connaissez, puisqu'il a été commandité par la direction.

Alors, nous vous posons la question : serez-vous nos alliés pour cette revendication d'égalité, ou nos adversaires ?

Fort-de-France, le 18 mars 2026